



Emmanuel Macron promet des bourses au mérite pour les jeunes des « quartiers les plus difficiles »

Le chef de l'Etat a annoncé la mise en place d'un dispositif de bourses au mérite qui seraient versées aux familles des « quartiers les plus difficiles » pour les « convaincre » de l'importance que leurs enfants fassent des études longues. Accompagner les jeunes les plus méritants des quartiers « les plus difficiles » dans leur orientation, convaincre leurs parents pour qu'ils fassent des études longues en leur finançant des bourses, les pousser vers l'internat : c'est la philosophie du chef de l'Etat en matière d'égalité des chances.

Lors d'un déplacement en Auvergne, ce mardi, Emmanuel Macron a annoncé que le gouvernement allait « mettre en place un dispositif de bourses pour accompagner les familles » des quartiers « les plus difficiles » à « payer [des] études ». Il faut les « convaincre qu'accéder à des études longues est important pour l'enfant et pour les familles elles-mêmes », a insisté le chef de l'Etat.

Ces bourses - dont le montant n'a pas été précisé - seront attachées aux Cordées de la réussite, un dispositif d'égalité des chances destiné à faire de l'accompagnement à l'orientation. Celui-ci va être « complètement réinventé et repensé », a indiqué le chef de l'Etat. En réalité, il l'a déjà été cet été, avec la fusion annoncée des Cordées de la réussite (créées sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy) et des Parcours d'excellence (créés sous celui de François Hollande).

Conduire les élèves « jusqu'au travail »

L'accompagnement à l'orientation via ces Cordées de la réussite concerne des collégiens (à partir de la 4e) et des lycéens, jusqu'à l'enseignement supérieur. Environ 80.000 élèves en bénéficient chaque année (28.000 collégiens dont 12.000 en quartiers prioritaires de la ville et 48.000 lycéens, dont 36.000 en quartiers prioritaires de la ville). Emmanuel Macron a promis d'en porter le nombre à 200.000 par an. Le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, avait déjà annoncé cette augmentation il y a un an, lors d'un colloque de l'Afev sur la journée du refus de l'échec scolaire, une association qui mobilise des étudiants pour accompagner des jeunes en difficulté scolaire.

Emmanuel Macron a insisté sur le rôle des enseignants, tel que Jean-Michel Blanquer entend le redéfinir : les professeurs doivent aller « chercher (les) jeunes pour les orienter, les former et les conduire jusqu'au travail ». L'objectif est de développer des « plateformes » semblables au lycée professionnel auvergnat qu'Emmanuel Macron a visité, où il a vanté l'interaction avec des entreprises comme Michelin et Limagrain. Il faut « être en lien avec l'entreprise, avec l'alternance et être plongé dans la réalité du monde économique », a insisté le chef de l'Etat.

« Un internat d'excellence par département »

Quitte, aussi, à sortir les jeunes les plus méritants de leur quartier « On doit développer les internats d'excellence qui ont montré leur réussite, a-t-il affirmé. Car il permet à des familles parfois de milieu modeste ou à des familles très rurales loin d'une offre scolaire d'avoir accès à la réussite. » L'objectif est d'avoir « un internat d'excellence par département d'ici à 2022 ». Soit 70 collèges et 30 lycées, selon les prévisions déjà faites par le ministère de l'Education nationale lors de la conférence de rentrée, le mois dernier.

A l'heure où se profile une réforme de l'éducation prioritaire, ce discours du chef de l'Etat suscite beaucoup d'interrogations. Pourquoi créer un nouveau dispositif de bourses plutôt que de renforcer celles qui existent ? « Vu le temps qu'il reste avant l'élection présidentielle, ce serait plus efficace de mettre de l'argent sur les dispositifs existants car créer un dispositif en espérant que les parents s'en emparent va prendre beaucoup de temps », glisse, « dubitatif », un expert des questions d'égalité des chances.

Faut-il aussi sortir les jeunes les plus méritants de leur quartier ? « Le risque est que les internats d'excellence drainent les bons élèves de milieu modeste scolarisés dans des établissements en grande difficulté en créant des pouponnières d'élèves ayant du talent et en retirant, de fait, les bons éléments des établissements qui souffrent », poursuit l'expert précité. Qui pointe encore « le risque de faire vitrine et de mettre des moyens dans les internats d'excellence, avec des enseignants volontaires, et de perdre de vue que la priorité est dans la multitude d'établissements de l'éducation prioritaire ».

Marie-Christine Corbier